

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 128 (1983)
Heft: 11

Artikel: L'air de Paris
Autor: Chouet, Jean-François
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344560>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 16.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'air de Paris

par le major EMG Jean-François Chouet

Beyrouth, dimanche 23 octobre. A 20 secondes d'intervalle, deux camions-kamikazes réduisent en ruines les PC américain et français de la Force multinationale. Les victimes se comptent par centaines. 58 militaires tués du côté français.

A Paris, les réactions ne ressemblent que de loin à celles que représentent les radios et les chaînes de télévision. De même que, très vraisemblablement, les réactions du peuple américain ne correspondent pas à celles que les media français ont voulu, à travers un sondage express dans les rues américaines, faire passer pour l'opinion majoritaire des administrés de M. Reagan.

Ici, en réalité, la participation de la France à la Force multinationale après l'attentat du 23 octobre n'a jamais fait problème. De sorte que le président de la République ne risquait pas de se tromper en affirmant, avec la solennité qui s'impose en pareille circonstance, que la France resterait fidèle à son «histoire et à ses engagements». De la gauche socialiste à la droite même extrême, la classe politique et la base étaient derrière lui. Le parti communiste lui-même, dont les échecs électoraux successifs tempèrent l'ardeur révolutionnaire, s'est tenu sur une prudente réserve. On a même remarqué que le porte-parole du PC a, toutes affaires cessantes, «rendu hom-

mage» aux soldats français tombés au Liban.

Vendredi 28 octobre, dans la nuit orientale, figé au garde à vous devant cinquante-huit cercueils alignés et recouverts du drapeau tricolore, le contingent français chantait d'une voix mâle et tremblant d'émotion un chant d'adieux à ses camarades. A la suite de quoi, d'une voix forte, le général Cann, commandant la force française, prenait congé de ses subordonnés: «Au revoir, mes chers parachutistes.» Mercredi prochain, en présence du Président de la République, les obsèques des victimes auront lieu aux Invalides.

*

* *

Ce qui frappe l'observateur suisse?

D'abord et surtout l'unité d'une nation qui, la veille comme le lendemain de l'épreuve, sait avec un art consommé se montrer divisée en deux ailes gauche et droite. Autrement dit le fait qu'un bloc national se soude face à l'épreuve, comme l'esprit de corps d'une troupe se forge face aux difficultés et à l'effort communs.

Ensuite – et ce n'est pas moins important – le fait qu'à aucun moment, les militaires, les chefs militaires ou les autorités politiques n'ont été mises à l'index. Personne ou presque n'a trouvé à redire à la présence

française au Liban. Personne, surtout, n'a cherché, comme c'est si souvent le cas chez nous, à jeter la pierre à des chefs militaires à la négligence ou à l'imprévoyance coupables. Et pourtant, ce n'est pas faute d'avoir tenté de faire dire aux camarades survivants (ou demeurés en France) ou aux familles des victimes leur incompréhension ou leur révolte: ni les uns ni les autres ne sont tombés dans les pièges

tendus par les journalistes en mal de sensationnel.

Une dignité qui fait réfléchir et qui nous laisse espérer qu'en temps de paix, mais surtout en temps de crise, notre peuple fera preuve de la même solidité morale et cessera de ne raisonner qu'en comptant ses petits sous.

Paris, le 29.10.83

J.-F. C.

Les raisons d'une conclusion importent autant, et plus, que cette conclusion elle-même.

MARITAIN